

Marc Kravetz.

NAISSANCE D'UN SYNDICALISME ÉTUDIANT *

Le syndicalisme étudiant existe. L'U.N.E.F. est incontestablement représentative, auprès des pouvoirs publics comme auprès des autres syndicats, et chacun de ses congrès est largement relaté par la presse. Mais en y regardant de plus près, la situation de l'organisation semble bien précaire un étudiant sur quatre en moyenne adhère à l'U.N.E.F. et encore ne le fait-il souvent que dans la mesure où cette adhésion lui permet de bénéficier des « services », de la « corpo » ou de l'association générale (cours photocopiés, bibliothèques, restaurants universitaires parfois) ; le nombre de militants est infime et le recrutement de cadres est un problème permanent.

Il est vrai que l'U.N.E.F. est capable de mobiliser les étudiants « dans la rue » ou plus exactement qu'elle le fut : depuis la fin de la guerre d'Algérie et jusqu'au 29 novembre 1963 aucune grande manifestation étudiante n'avait eu lieu. Pour la première fois le problème d'une plate-forme revendicative s'est posé, mais sans que soit clairement défini ce qu'était une revendication étudiante et comment elle pourrait mobiliser un milieu a priori peu syndicalisable.

Ce milieu lui-même a évolué dans le sens d'une plus grande autonomie vis-à-vis des classes dominantes. Le problème de son avenir se pose, pas seulement du point de vue professionnel, mais de celui de son insertion sociale en général, et l'enseignement reçu à l'Université correspond mal à ses préoccupations.

C'est de là qu'il faut partir pour comprendre la « crise » de l'U.N.E.F. et la nécessité d'une réforme profonde du syndicalisme étudiant ou de ce qui en a jusqu'à présent tenu lieu.

Ce texte constitue un document de travail du bureau de la F.G.E.L.

Ce n'est pas une préoccupation abstraite, ni même une tentative de pallier de l'intérieur les insuffisances de l'Union nationale; l'option syndicale, dont nous ne prétendons ici présenter que les grandes lignes, était déjà une exigence inscrite en creux, dans les manifestations violentes et désordonnées du monde étudiant, du temps de l'Algérie.

I

Le mouvement étudiant a connu, tant sur le plan interne que vis-à-vis de l'opinion publique, une mutation importante à l'occasion de la guerre d'Algérie. Avant d'examiner la signification de cette mutation et le fait qu'elle se soit opérée à partir d'une question exclusivement politique, notons seulement que le renversement de la majorité à l'U.N.E.F. s'est effectué sous la pression d'éléments chrétiens-progressistes, et plus à la suite des prises de position « ultra » de certaines associations générales de la majorité que par l'affirmation d'une position « de gauche » de la minorité sur la question algérienne.

Cette dominante chrétienne de la nouvelle majorité explique comment dans le monde étudiant la lutte contre la guerre d'Algérie est née d'une révolte morale, de la mise en question d'un certain nombre de valeurs fondamentales, alors que la torture et le génocide étaient passés au rang d'institutions. La position de l'U.N.E.F. à cet égard correspond assez bien à cette prise de conscience. Jusqu'en 1960 l'organisation étudiante ne se départira pas d'un libéralisme prudent, condamnant « toutes les violences d'où qu'elles viennent ».

L'aggravation du conflit, les déclarations retentissantes d'intellectuels de gauche, la multiplication des témoignages de rappelés, rendent le milieu de plus en plus sensible à une guerre qui pour beaucoup est la première expérience vivante de la « politique ». Cette révolte intellectuelle et morale s'affirme d'autant plus que l'aggravation de la législation sur les sursis fait peser sur chaque étudiant la menace de devoir interrompre ses études et de participer directement à la répression. Les manifestations se succèdent, prenant souvent un tour extrêmement violent, mais la politisation reste très en deçà de la volonté de lutte. Celle-ci va connaître un tournant à l'automne de 1960 l'arrestation puis le procès des

membres du réseau Jeanson, la publication du « manifeste des 121 » portant la signature de nombreuses personnalités universitaires, révèlent l'existence d'un malaise au sein du milieu étudiant dont une minorité s'est déjà engagée dans les « réseaux » ou autres mouvements clandestins pour l'insoumission et l'aide au F.L.N. La croissance de ceux-ci, même empreinte d'anarchisme et de romantisme, ne laisse pas d'inquiéter les organisations traditionnelles et particulièrement l'U.N.E.F. Cette situation explique pourquoi l'U.N.E.F. jette toutes les forces du mouvement dans la bataille, au 27 octobre. Avec le recul, si l'on imagine une courbe exprimant l'intensité de la lutte étudiante contre la guerre d'Algérie, l'apogée est atteint à cette date précise et connaît ensuite un brutal déclin.

A cela, deux causes essentiellement

— La première tient à la moindre politisation du milieu étudiant et corrélativement à son refus d'un engagement politique effectif. La lutte contre la guerre, même à sa phase culminante, reste marquée par ses origines. Les manifestations ont toujours un caractère de témoignage, elles semblent se complaire en elles-mêmes, la révolte s'accomplit et s'épuise tout à la fois dans cet acte de présence; mais les motivations subsistent et s'aggravent, les manifestations se multiplient. Il vient un moment où l'on exige davantage, soit quantitativement, soit même dans les formes d'action le 27 octobre se situe à la rencontre de ces exigences. Le caractère national de cette journée, l'intense mobilisation parisienne, une atmosphère pré-insurrectionnelle prolongent directement, en les décuplant, les multiples manifestations précédentes. A ce point de non-retour, l'échec devait se traduire fatalement par une baisse très nette du « tonus » de lutte.

— Ensuite, le sentiment de la nécessité, pour que la lutte étudiante ait un sens, d'une reprise en main « ouvrière » du mouvement, dans laquelle la minorité politisée fondait tout son espoir. L'échec d'une action centrale unie, le 27 octobre, mais plus encore les marchandages qui l'avaient précédé, démentent cette espérance. Traités d'aventuristes et d'irresponsables, un peu légèrement, par les organisations ouvrières, les étudiants ont, en retour, l'impression d'avoir été « trahis ». Peu aptes à comprendre les aléas de l'action politique, ils se posent alors la question de son utilité. Seule la minorité agissante conserve un potentiel

d'action qui ne trouve pas à s'exprimer dans les structures existantes.

Malgré ces limites, l'expérience du 27 octobre prouve que le milieu étudiant représente une force dont l'U.N.E.F. prend conscience. Mais, profondément atteinte par cet échec, elle se révélera incapable de l'organiser.

C'est ainsi que, né d'exigences insatisfaites, sous la pression d'un contexte politique qui ne fait qu'en augmenter l'acuité, se crée le Front universitaire antifasciste (F.U.A.), qu'une existence éphémère et une localisation avant tout parisienne n'ont pas empêché d'exprimer la maturité nouvelle du milieu et de poser des problèmes inconnus jusqu'alors qui vont permettre un changement total dans la réflexion des militants et des dirigeants du mouvement étudiant.

La naissance du F.U.A., un an après l'échec d'octobre, correspond à la volonté diffuse de « faire quelque chose » en même temps qu'à celle de trouver des formes nouvelles d'organisation. La coordination des comités antifascistes d'où sortira le F.U.A. se fait indépendamment des organisations traditionnelles, déjà réunies au sommet dans un cartel antifasciste (U.N.E.F., Syndicats enseignants, Étudiants du P.S.U., U.E.C.), et même, à l'origine contre leur volonté. Cette coordination exprime tout simplement la nécessité où se trouvent les petits comités de hase de structurer un mouvement dont les tâches pratiques vont croissant. La frange militante, organisée en dehors des mouvements politiques, issue de la lutte contre la guerre et plus ou moins liée aux différents groupes clandestins, participe activement à ce rassemblement. Les organisations traditionnelles, déjà inquiétées par le développement des groupements marginaux en leur propre sein, ont pu craindre un moment de se voir débordées par un tel rassemblement, d'autant plus que ses structures encore très floues, sa prise en main par un personnel politique neuf, son indépendance vis-à-vis de la tactique unitaire des appareils, comportaient pour elles un très réel danger. Pour l'U.N.E.F., en recul depuis un an, ce danger se doublait du risque de voir se mettre en place une structure parallèle qui, s'appuyant sur les mêmes éléments mobilisables qu'elle, aurait sur elle l'avantage certain de ne pas astreindre ceux-ci aux fluctuations tactiques d'une direction soumise à d'autres nécessités que celles imposées par la base. Les événements ont parfaitement justifié cette crainte :

la Fédération des groupes d'études de lettres (organisation U.N.E.F. des étudiants en lettres de Paris), qui avait mené à l'U.N.E.F. la bataille de la minorité, voit son potentiel militant s'effondrer totalement et rejoindre dans sa quasi-totalité le F.U.A. (1).

Mais l'organisation antifasciste doit affronter à son tour des contradictions qu'elle ne pourra résoudre. Conçue comme l'organisation de la « spontanéité des masses », elle rencontre au niveau de la politisation de son action de redoutables obstacles. Dans la période d'activité intense (décembre-mars 1962), marquée par le développement des luttes à l'échelon national (19 décembre, 8 et 13 février), le F.U.A. réussit sans trop de peine à assumer sa propre dynamique : manifestations, meetings, interventions antifascistes directes au quartier Latin se succèdent, la quantité masque les insuffisances qualitatives. L'U.N.E.F. — à l'exception de l'Association des étudiants en médecine — marque une nette hostilité, mais les organisations politiques ont repris en main le F.U.A. dont elles contrôlent de fait la direction politique. On retrouve *grosso modo* la situation de l'année précédente : mobilisation permanente et puissante, expression politique largement en retrait, à ceci près toutefois que la masse mobilisée n'est plus strictement inorganisée et qu'elle a déjà imposé une première forme d'organisation ; seule son manque d'expérience politique l'empêche de dégager les significations politiques impliquées dans cette organisation.

Le passage de la lutte pour la paix en Algérie et contre l'O.A.S., à une lutte contre le régime gaulliste, inscrit dans la logique des faits et dans les formes de luttes déjà employées, exigeait un dépassement et une transformation du F.U.A., mais posé en termes exclusivement politiques, ce passage relevait de la décision des organisations politiques. A partir du moment où les décisions de type politique devaient primer sur les initiatives pratiques au jour le jour, où la tactique antifasciste devait s'inscrire au sein d'une

1. Ce phénomène, particulièrement remarquable dans l'exemple cité, ne s'est pas limité à la F.G.E.L. On le retrouve dans d'autres associations générales, Bordeaux, Rennes entre autres. Outre les causes politiques entrevues, il tient surtout au vieillissement des cadres « minos » qui restent et à leur non-remplacement quand ils s'en vont. En règle générale aucune politique de formation de cadres n'est mise en place. Il n'est pas alors étonnant que l'afflux de jeunes et la sensibilisation politique du milieu déterminent périodiquement une crise de l'organisation, dont le F.U.A. est à ce moment le reflet fidèle.

stratégie antigauilliste. le mouvement initial ne pouvait que se bureaucratiser — ou plus exactement se cartelliser — les choix relevant désormais de compromis organisationnels, à l'échelon étudiant comme à l'échelon national. Du même coup le F.U.A., première expérience momentanément réussie de structure de participation des étudiants à une lutte autonome, cessait d'exister en tant que tel. L'expérience avait montré que la lutte contre le régime devenait une exigence concrète du monde étudiant, mais que le lien entre son expression politique élaborée et la réalité du milieu restait à définir.

II

Ici intervient le problème que pose au syndicalisme étudiant la modification du recrutement universitaire, son élargissement aux couches de la moyenne, voire de la petite bourgeoisie. L'analyse de ce phénomène a été souvent faite et nous nous contenterons simplement d'en reprendre brièvement les données et d'en tirer quelques conséquences (2).

Le changement de l'origine sociale de la majorité des étudiants s'est traduit essentiellement par une modification radicale de leur attitude vis-à-vis des « études ». Pour les fils de la haute bourgeoisie, la période universitaire représentait la phase intermédiaire entre le stade infantile, la stricte obéissance familiale, et l'âge adulte de la succession au père ou de l'entrée dans les sphères dirigeantes de la nation. Les études étaient, de ce fait, beaucoup moins importantes que la « vie étudiante » de joyeux escoliers faisant leurs humanités et profitant allégrement des plaisirs de leur âge.

La fonctionnarisation des classes moyennes, la spécialisation croissante exigée du cadre intermédiaire, les nécessités de l'évolution économique — que nous envisageons plus loin — exigent aujourd'hui de l'étudiant issu des couches moyennes un effort beaucoup plus assidu dans le travail universitaire. Les études seront, en effet, déterminantes quant à l'exercice d'une profession dont le choix — virtuellement au moins — est libre. La détermi-

2. Voir l'étude de J.C. POLLACK dans « Recherches Universitaires » (revue de la *M.N.E.F.*, mars-avril 1963).

nation de l'étudiant par son origine sociale est donc infiniment médiatisée; on peut la déceler à deux niveaux, principalement, qui en traduisent également toute la complexité :

— Dans l'extrême mobilité des attitudes politiques, due à l'indépendance de l'étudiant vis-à-vis d'intérêts sociaux rigoureusement définis et (comme nous l'avons constaté à propos de l'action contre la guerre d'Algérie) dans la non-politisation en profondeur de ces attitudes, fragmentaires, sans assises, coupées du contexte politique général. On était « contre la guerre », « solidaire du peuple algérien contre l'ennemi commun », mais le contenu de cette solidarité, la nature de « l'ennemi », s'épuisaient, nous l'avons dit, dans la manifestation immédiate et s'interdisaient ainsi une insertion effective dans une lutte à long terme. Si, au niveau des cadres du mouvement étudiant, il est possible d'analyser les causes de l'absence de toute stratégie au profit d'une tactique à courte vue, cette absence reflète également la confusion, à la base, entre stratégie et tactique, chaque manifestation étant un témoignage total, se suffisant à lui-même, d'une situation intensément vécue.

— Dans l'importance donnée au travail universitaire, strictement individuel, par l'étudiant obligé de « réussir » scolairement d'abord, professionnellement ensuite, compte tenu de la précarité économique des conditions de sa classe d'origine. Mais cette situation de l'étudiant le rend en fait essentiellement tributaire de sa condition présente. Tant l'origine sociale que l'avenir professionnel de l'étudiant définissent une série d'attitudes sans cesse modifiées par les relations présentes entre l'étudiant et ses études. Au fond, ce que détermine l'origine sociale de la majorité des étudiants d'aujourd'hui, ce n'est rien d'autre que cette indétermination des choix politique et professionnel.

Une détermination positive de l'étudiant par son avenir professionnel est dès lors exclue, non seulement parce que cet avenir est encore subordonné à la réussite ou non des études entreprises, mais aussi par le fait que l'attitude de l'étudiant face à son avenir est modelée par la nature des études, leur contenu et les méthodes de travail.

L'étudiant travaille seul, seul en face du professeur, même quand la salle de cours est surpeuplée, seul devant ses notes ou le cours polycopié, seul devant sa copie d'examen. Mais peut-on même parler d'un travail ? Il s'agit seulement d'enregistrer le cours

magistral, pas même de le comprendre : l'assimiler, le savoir. Le professeur n'est même pas celui auquel on s'adresse pour apprendre quelque chose, mais celui dont on détecte patiemment les manies afin de prévoir autant que faire se peut ce qui « sortira » à l'examen et comment il faudra répondre pour « le » satisfaire. Cette magie de la réussite à l'examen, la toute-puissance conférée à l'examineur, définissent assez précisément la situation actuelle de l'étudiant au sein de l'Université : consommateur d'un ersatz de culture coupée en tranches (licences, certificats de licence, sections multiples à l'intérieur d'un même certificat, sans parler de l'agrégation), sans qu'il lui soit donné à aucun moment un droit de regard sur ce qu'on continue malgré tout de nommer « ses » études. Ce n'est certes pas la volonté du ou des professeurs qui est en cause. Voudraient-ils — et certains le veulent effectivement — changer de quelque façon cette situation, aménager une plus grande participation étudiante au travail universitaire, que cela même leur serait interdit par la nécessité où ils se trouvent de « préparer » à un examen. Plus profondément encore, le professeur étant relativement libre dans le choix de son cours, s'il choisit de conférer à son travail le maximum d'actualité, d'établir un dialogue vivant avec les étudiants en les aidant dans le domaine de son enseignement à mieux comprendre les problèmes qui sont les leurs et ceux de leur époque, il ne pourra empêcher que les étudiants, même s'ils s'estiment mieux lotis que leurs camarades, ne perçoivent quand même le cours comme un sujet possible d'examen, en fonction d'une finalité pratique et non de l'objectif réel qui lui était assigné. Le professeur a beau faire, il ne peut aller contre la relation pré-existante de l'enseignant à l'enseigné, corrélative à un système dans lequel les critères d'efficacité immédiate, vidée de tout contenu (culturel, mais aussi professionnel, car si l'on peut faire quelques réserves dans le cas où l'étudiant se destine à l'enseignement, il reste que le programme du certificat de licence n'a que des rapports lointains avec l'exercice d'une profession : seul compte l'examen en lui-même), priment sur ceux d'une formation culturelle et sociale impliquant un travail collectif de recherche et une participation des étudiants à leurs études et à la création culturelle dans son ensemble. Par contre, le professeur peut jouer un rôle positif dans la dénonciation de ce système comme nous le verrons par la suite.

Ce que l'étudiant apprend essentiellement à l'Université, c'est

la passivité et la soumission : cela pourra lui être effectivement fort utile plus tard.

Ici origine sociale et avenir professionnel interfèrent : l'étudiant, plus ou moins indépendant de sa famille sur le plan économique (le nombre d'étudiants « indépendants » va croissant : 30 % de boursiers, 40 à 50 % d'étudiants faisant du « travail noir », plus les étudiants sous contrat avec l'Éducation nationale) l'est également sur le plan culturel et en ce qui concerne le choix d'une profession bien qu'il s'agisse d'une indépendance toute virtuelle dans ces trois domaines. Celle du père ne peut plus désormais tenir lieu d'avenir, ni même valoir à titre d'exemple, soit qu'elle appartienne à un secteur économique retardataire, soit qu'elle ne donne plus un revenu suffisant, soit qu'elle concerne un travail déterminé et très spécialisé, etc. Les fils de commerçant, d'employé, le médecin, de technicien ou d'ingénieur, ne seront ni médecin, ni commerçant, ni ingénieur ou, s'ils le sont, ce ne sera jamais plus comme l'était leur père.

Mais le choix professionnel est encore conditionné par le déroulement des études et par le rapport entre le travail universitaire et travail tout court. Quel sens a un projet, une vocation, si sa réalisation est soumise aux aléas d'études qui ne le concernent que lointainement ? Et qu'importe un projet si le travail, actuel et futur, est privé de tout contenu humain ?

L'étudiant actuel, même s'il n'en a pas clairement conscience, se trouve ainsi tributaire d'un contexte économique et social auquel il est totalement lié. Il a une origine de classe, et celle-ci intervient directement dans ses différentes attitudes sociales et universitaires, mais il ne peut avoir un « projet de classe » il ne peut pas s'identifier à sa classe d'origine (car les déterminations économiques, sociales et culturelles de celle-ci ne sont plus les siennes), ni à aucune autre, car son déclassement même est frappé du sceau de son origine bourgeoise.

Ce qui caractérise donc la situation de l'étudiant c'est son conditionnement présent, dans lequel interfèrent son passé familial et social, et le futur qu'il entrevoit, la vision qu'il a de lui-même une fois passé le temps des études. C'est à l'université que le problème se pose et c'est là qu'il va se résoudre définitivement. Mais l'université elle-même est le centre d'un conflit qui détermine la condition présente de l'étudiant et dont il est en quelque sorte l'enjeu.

III

Les structures universitaires actuelles sont celles de l'université humaniste et libérale dont le but n'est pas de former des « cadres » mais des « honnêtes hommes ». Les valeurs traditionnelles de l'université sont celles de la révolution bourgeoise : individualisme, égalité des droits et des devoirs, liberté de penser, indépendance de l'esprit et de la culture. Il est vrai que, depuis longtemps déjà, les réalités économiques ont démenti ces valeurs et les ont privées de tout sens réel : l'université n'est plus créatrice mais dépositaire, l'enseignement universitaire n'est plus une participation collective à la création d'une culture vivante, mais une transmission de génération à génération d'une culture morte. Il demeure néanmoins que l'université conserve son privilège « culturel ». Il apparaît, de ce fait, que les liens avec l'économie sont des plus ténus. La finalité de classe de l'enseignement ne se dévoile pas immédiatement dans le domaine culturel et universitaire et quand on parle d'un enseignement de classe, c'est moins au contenu que l'on se réfère — et encore moins aux méthodes — qu'à la ségrégation sociale qui préside au recrutement universitaire. Ainsi, pendant longtemps, l'exigence d'une démocratisation de l'enseignement a porté uniquement sur l'aménagement des structures existantes au profit des enfants défavorisés par une amélioration du système des bourses. Comme si l'ouverture de l'université à toutes les classes sociales ne présupposait d'abord sa réforme fondamentale.

Le problème aujourd'hui posé par l'inadaptation de l'Université aux nécessités économiques, n'est pas sans similitudes avec celui de la généralisation de l'enseignement primaire (gratuité et obligation) à la fin du siècle dernier. Qu'elle fut une revendication « démocratique » ne fait aucun doute, mais elle n'a été possible que dans la mesure où la bourgeoisie avait besoin d'une main d'oeuvre sachant lire et écrire : ce qui ne signifie pas qu'elle soit elle-même mauvaise (une telle réforme est nécessairement une arme à double tranchant) mais que la bourgeoisie va tenter par tous les moyens de l'utiliser à ses fins propres. Aujourd'hui, la classe dominante a besoin de cadres nombreux et d'une haute technicité, d'où cette très relative démocratisation du recrutement

que constitue l'entrée dans l'enseignement supérieur des fils et filles de la moyenne et petite bourgeoisie. Or, nous avons vu que ces étudiants nouveaux se caractérisaient par l'intérêt étroit qu'ils portent à leurs études, et que de multiples contradictions résultaient de la confrontation d'un choix professionnel quelconque au contenu et aux méthodes de l'enseignement reçu. Dans la mesure où l'étudiant exige un enseignement qui le prépare à la vie professionnelle, sociale, culturelle, peu lui importe d'être dépositaire de valeurs largement abolies par la praxis sociale et économique dans laquelle il doit s'insérer. Autrement dit, il n'est plus guère possible désormais de revendiquer contre l'enseignement au rabais qui va s'instaurer à l'université, au nom des valeurs traditionnelles de celle-ci : car, si l'étudiant est prêt à lutter contre « l'adaptation » de l'université à l'économie, qui n'est en fait que la main-mise du capitalisme monopolistique sur l'enseignement supérieur — il ne le fera certainement pas au nom de l'université libérale. Ce qui signifie qu'on se trouve devant un processus irréversible et non devant une politique à court terme dont il suffirait de dénoncer les carences et les scandales. L'expression politique de ce phénomène nous est donnée par le ministre Fouchet, auquel nous empruntons ces deux formules-clés : « Mettre l'étudiant au service de l'Université », « Industrialiser l'Université ».

Déjà certaines grandes entreprises, pour satisfaire leurs besoins en cadres, avaient conçu le projet de mettre en place leur propre centre de formation supérieure (le projet le plus connu est celui d'une université Berliet). Mais le coût élevé d'une telle formation, la nécessité de rationaliser celle-ci dans le cadre de l'économie concertée, rendaient sa prise en charge par l'État nécessaire : d'où l'introduction à l'Université d'un cycle d'études « court », dont le programme est plus ou moins directement lié au choix professionnel de l'étudiant, programme et choix dans lesquels les chefs d'entreprise ont moyen d'intervenir, ne serait-ce que par le biais d'une orientation planifiée selon leurs besoins (3). Cet avènement du cycle

3. Ce ne sont pas là des extrapolations abstraites. Il suffit pour s'en convaincre de lire les surprenantes déclarations faites lors d'une table ronde organisée par *La Vie Française*, par le doyen de la faculté des lettres, M. AYMARD :

« Les grandes entreprises nous demandent, autant que nous pouvons leur en fournir, des licenciés ès lettres habitués à analyser et à résoudre des problèmes humains afin de libérer les techniciens ingénieurs dont elles ont tellement besoin dans leurs services techniques. Or, malgré nos efforts,

court, la dévalorisation du travail intellectuel de recherche et, sur le plan des entreprises, la rémunération par poste, la spécialisation à outrance du personnel valable uniquement dans tel département de telle entreprise, l'abandon de la recherche fondamentale au

nous n'arrivons pas à nourrir cette section des sciences humaines appliquées que j'ai créée »

« Nous avons lancé, entre la fin de juillet et le mois d'octobre, deux trains de circulaires aux licenciés. Cela a fait 6 500 lettres. Nous avons pris l'avis des spécialistes de la publicité les plus éclairés. Nos lettres n'avaient rien de répulsif pour leurs destinataires. N'est-ce pas assez alléchant de dire à ces jeunes gens : « Si vous suivez les cours de cette section, vous commencerez au milieu de novembre ; à partir de la fin d'avril, vous irez en stage de quatre mois dans une entreprise; et cette entreprise, si vous lui donnez satisfaction, vous conservera comme cadre tout de suite : c'est-à-dire avec un traitement plus élevé que celui que vous toucheriez à l'Université. »

« Eh bien sur ces 6 500 lettres, nous avons obtenu 52 réponses, ou même simples demandes de renseignements. Nous avons fait comparaître les intéressés devant une commission comprenant un universitaire, un chef d'entreprise, un psychologue. Savez-vous combien nous avons pu en retenir ? 43 ! »

Et *La Vie Française* tire ainsi la conclusion du débat :

« Nous ne saurions trop insister sur l'appel lancé, au cours de notre débat, par le doyen AYMARD, puis par le professeur LELONG. Nous nous emploierons ici à appuyer de telles initiatives, à montrer que les étudiants qui ont déjà pris cette direction ne le regretteront pas.

L'enseignement supérieur doit :

a) bénéficier, notamment en ce qui concerne les sciences, de nombreuses créations de postes ;

b) disposer de tous les moyens matériels nécessaires (amphithéâtres, laboratoires, bibliothèques, etc.) ;

c) modifier radicalement ses structures : conserver, sans doute, un « enseignement commun » dans chaque discipline ; mais créer, pour aiguiller ensuite les étudiants, différents types d'enseignement adaptés aux différents types de qualification exigés sur le marché de l'emploi. Peut-être la formule du « technique supérieur » est-elle à cet égard la formule d'avenir ».

(In *La Vie Française*, du 29 novembre 1963.)

Cette évolution technocratique de l'Université va de pair avec son étroite mise au pas par le régime : mouvements du personnel rectoral, main-mise du gouvernement sur le Comité national des oeuvres, installation aux postes dirigeants de l'enseignement supérieur de partisans. inconditionnels du régime, concentration du pouvoir de décision dans les. mains d'un secrétaire général, chargé sous la seule direction du ministre de coordonner l'ensemble des services et commissions du ministère (*J.O.* du 17/10) (a), et, sur un autre plan, nécessité de l'agrément préfectoral pour la nomination des instituteurs — mesure valable pour six départements (Côte d'Or, Saône-et-Loire, Nièvre, Yonne, Seine-Maritime et une partie de l'Eure).

(a) Cf. *Le Monde*, daté des 8-9 décembre 1963.

profit de la seule recherche appliquée, se correspondent étroitement et dessinent le nouveau visage du capitalisme adapté (4).

Mais le néo-capitalisme n'est pas seulement une tentative de rationalisation de l'économie, il implique une entreprise de mise en condition des individus : on ne peut former des robots humains nécessaires à la marche de l'entreprise — alors même que la durée de travail permet une vie sociale qui ne soit plus seulement vouée à la reproduction de la force de travail — sans soumettre cette vie sociale à une répression intense et constante. Ce conditionnement du loisir (et non plus seulement ou essentiellement l'absence de loisirs) prend d'autant plus d'importance que l'individu, de l'ouvrier au cadre intermédiaire, ne peut trouver dans son travail la moindre réalisation personnelle, qu'il n'est qu'un rouage de la machine dont il ne peut contrôler ni le fonctionnement, ni la production, ni l'orientation, ni le but, cependant que le degré de qualification exigé pour l'accomplissement de ce travail lui permet d'en revendiquer la gestion effective. Dès lors, le travail et sa rémunération ne sont plus que les moyens d'acquérir le droit à la possession de quelques-uns de ces objets que la société expose luxueusement dans ses vitrines et qui constituent l'horizon de toute vie sociale digne de ce nom. C'est à ce prix que la société capitaliste, tendant à se développer vers une société de consommation, peut mettre en place l'un des plus formidables systèmes d'oppression politico-économique de l'histoire. A ce prix, mais à la condition également d'opérer un nivellement culturel de la société par le bas. Ce que la bourgeoisie montante pouvait se permettre, en créant un pôle culturel de la société exprimant simultanément les valeurs dont elle se réclamait — et qui avaient alors une signification libératrice pour l'ensemble de la société, avec cette réserve toutefois qu'elle réservait la participation pratique et créatrice à cette culture à ses fils — n'est plus possible aux dirigeants et aux technocrates du néo-capitalisme, pour qui penser et contester ne sont pas loin d'être synonymes.

Apprentissage économique et conditionnement culturel sont ainsi étroitement mêlés ; fonctionnarisation du cadre, atomisation du travail industriel, concentration du pouvoir de décision, réification des modèles culturels et sociaux par l'extension des moyens de diffusion de la « culture » de masse, intégration éco-

4. Cf. *Les Temps Modernes*, n° spécial de septembre-octobre 1962, et plus particulièrement les articles de GORZ et MAGRI.

nomique brute du travail intellectuel dans les superstructures nouvelles du système (relations humaines, sélection du personnel, travaux publicitaires, etc.) constituent le double aspect du développement capitaliste. L'étudiant participe également de ces deux aspects, au travers de l'enseignement reçu. Il est à la fois ce fonctionnaire virtuel, voué à l'efficacité et au rendement, et la victime du système culturel qui exclut toute recherche ; mais inversement le conditionnement universitaire qu'il subit le conduit à devenir lui-même porteur de l'idéologie nouvelle et à transmettre l'image de cette culture réifiée.

Montrer cette dynamique interne du système, c'est en même temps prouver qu'une action autonome, syndicale, du milieu étudiant est dès lors possible en même temps qu'elle est nécessaire. L'action traditionnelle à l'Université prend de ce fait un tout autre sens. Limitée au domaine des superstructures dont la liaison avec l'infrastructure n'apparaissait autrefois qu'au terme d'une analyse complexe, elle s'inscrit directement, aujourd'hui, dans la dynamique néocapitaliste, au niveau des modèles culturels que celui-ci tend à imposer. En d'autres termes, l'exclusion objective du milieu étudiant du circuit de production, et l'impossibilité pour le Mouvement de s'intégrer aux luttes économiques autrement que par une solidarité politique au niveau des appareils, n'a plus de sens, dans la mesure où le conditionnement étroit de l'Université donne à l'action autonome en milieu universitaire une portée nationale.

IV

La transformation syndicale du mouvement étudiant, exigeant et tendant à la définition d'une plate-forme alternative (au sens où Magri parle « d'alternative prolétarienne »), ne peut se faire qu'à partir d'une analyse précise du milieu étudiant et de son évolution, des conditions nouvelles de l'Université et des conflits qui en résultent, enfin, de la nature du syndicalisme étudiant. Autrement dit, dans une telle démarche, trois problèmes sont dialectiquement liés structuration du milieu étudiant, syndicalisation du mouvement, élaboration d'une stratégie. Si la transformation du mouvement étudiant en un véritable syndicat suppose au préalable un milieu structuré, c'est-à-dire apte à se comprendre en tant

que tel vis-à-vis de problèmes vécus collectivement, et si cette transformation implique une stratégie à moyen et à long terme qui lui assigne ses fins réelles, inversement l'organisation du milieu exige une intervention de type syndical (qui seule peut lui donner un sens) et conditionne l'élaboration d'une stratégie qui ne soit plus une initiative d'appareil, mais une réelle participation de la base du mouvement à l'ensemble des luttes engagées.

C'est dire toutes les contradictions inhérentes à l'entreprise, contradictions qui tiennent à la nature du milieu, à son instabilité dans le temps et dans la fonction, mais également à la « tradition » du mouvement étudiant, à la force d'inertie des structures en place et des hommes qu'elles ont produits. Seulement, au lieu de masquer les contradictions, l'entreprise doit désormais les dévoiler, les rendre sensibles à ceux-là mêmes qui y participent. Il s'agit donc là d'un travail à longue échéance et non d'une mutation brutale qui nécessairement se limiterait à l'appareil et serait ainsi sa propre négation.

Le débat qui s'est instauré à l'U.N.E.F., et que les nécessités de l'action revendicative ont cristallisé autour de l'alternative : « doit-on prioritairement revendiquer sur les conditions de vie des étudiants ou sur leurs conditions de travail ? » revêt une signification plus profonde. Il s'agit en fait de décider de la nature même du mouvement étudiant.

Celui-ci doit-il définir une stratégie autonome, unifiante, permettant une organisation syndicale du milieu étudiant ? Doit-il, au contraire, lutter pour la préservation de l'acquis, pallier les carences gouvernementales par le développement de services gestionnaires et revendiquer pour des catégories spécifiques d'étudiants (par exemple « les étudiants défavorisés ») ?... Les progrès de l'U.N.E.F. depuis 1945 paraissent relever de cette seconde perspective, mais la régression qu'elle connaît aujourd'hui en est également le fruit — crise dont la guerre d'Algérie a été comme nous l'avons vu le phénomène le plus révélateur.

Accepter aujourd'hui de stériliser les luttes étudiantes sur le fondement unique des besoins matériels des étudiants (logements, restaurants universitaires) et persévérer dans la perspective « gestionnaire », c'est non seulement consacrer l'échec actuel du Mouvement, mais nier sa vocation véritable, syndicale donc revendicative avant tout.

Somme toute, une telle orientation revient à concevoir les

besoins matériels des étudiants comme une matière brute, que l'usine syndicale va reprendre en main et transformer en un produit fini qui sera la revendication et ses lointaines implications politiques.

Or, cette démarche ne peut être corrigée, car à quelque niveau qu'on se place, ces besoins demeurent des besoins individuels : chaque étudiant est en soi « un cas social ». Qu'il soit du devoir de l'organisation étudiante de s'en préoccuper et dans la mesure du possible d'y trouver une solution ne fait aucun doute : mais il ne faut pas confondre cette tâche d'assistance sociale et l'entreprise syndicale dans son ensemble. Celle-ci ne peut au contraire se définir qu'à partir d'une situation collective ; or c'est seulement à l'université, dans la faculté et plus précisément encore dans l'amphithéâtre, que l'étudiant connaît une situation collective, que les problèmes et les besoins sont communs à l'ensemble, parce que les conditions de travail y sont les mêmes pour tous.

Or, cette situation collective est vécue individuellement. L'étudiant, assisté social dans sa vie (bénéficiaire des « oeuvres universitaires », boursier, ou dépendant étroitement de sa famille), est également individualisé dans son travail. D'autre part, comme nous l'avons déjà vu, l'enseignement universitaire est placé sous le double signe de l'érudition et de la spécialisation et correspond aussi peu que possible aux besoins culturels des étudiants et à leur formation socio-professionnelle.

Le premier rôle de l'intervention syndicale doit donc être d'explicitier cette situation, de rendre manifestes ses multiples contradictions. Mais cette intervention ne doit plus être bureaucratique et dirigiste. Elle n'a pas pour but d'expliquer aux étudiants leur situation, mais au contraire doit leur en permettre une prise en charge collective.

C'est dans les structures de base de l'université, dans l'amphithéâtre ou le « travaux pratiques », qu'une telle prise en charge par les étudiants est possible ; car c'est à ce niveau que les besoins collectifs ressentis peuvent être réellement définis. On peut grossièrement les recenser en deux catégories : surpeuplement de la salle de cours, situation de passivité vis-à-vis de l'enseignement donné et corrélativement sentiment d'inutilité d'un tel travail dans la perspective de l'insertion sociale future de l'étudiant. C'est là que doit se mettre en place la structure syndicale de base comme expression et organisation de la volonté des étudiants de l'« amphi »

ou du « T.P. » — et non, naturellement, comme organe de transmission des mots d'ordre de l'appareil décidant seul et dissolvant cette volonté dans une action revendicative sans rapport avec la démarche primitive du milieu.

Cette organisation ne peut correspondre réellement à une structuration syndicale qu'en développant dès ce niveau une activité autonome. La prise en charge par les étudiants de leurs problèmes resterait purement fictive si elle ne trouvait, parallèlement aux luttes revendicatives dont elle conditionne l'efficacité réelle, une expression positive : et cette expression ne peut être, du fait même de cette organisation à la base, que l'ouverture vers une autre forme de travail universitaire. Tel est le sens des groupes de travail dont la mise en place systématique a été décidée, sur le plan national, par les instances de l'U.N.E.F.

Le groupe de travail ne doit pas avoir pour but de permettre un « bachotage rationnel » ou de pallier les carences des pouvoirs publics en matière de salles de cours et de bibliothèques. Avant tout, son rôle est d'affirmer la possibilité d'un travail collectif de recherche et d'amorcer ainsi une alternative concrète au travail individualisé et atomisé de l'étudiant actuel. De cette façon, il prolonge « horizontalement » les revendications étudiantes en leur donnant un contenu que la seule agitation interne à l'amphithéâtre ne pouvait leur conférer. Plus précisément, s'il est en partie justifié de considérer les besoins ressentis « à la base » comme des besoins avant tout quantitatifs, la revendication quantitative qui leur correspond s'enrichit ainsi dans son élaboration même d'un aspect qualitatif. En revendiquant pour obtenir des locaux, les étudiants posent immédiatement et très concrètement le problème de l'utilisation de ces locaux, de leur aménagement aux fins d'un enseignement qui ne soit pas une distribution de culture — ou de ce qui en tient lieu — à des consommateurs passifs sans moyens institutionnels ni possibilités pratiques d'intervenir. A l'inverse, les problèmes dits qualitatifs — comme par exemple la réforme des études de licence — jusque-là réservés aux seuls initiés de l'organisation, et cantonnés à des études techniques quant au contenu des certificats et à l'établissement de programmes, deviennent les problèmes de la base au sein du groupe syndical de « T.P. » et au sein des groupes de travail : là où la question du pourquoi et du comment des études est posée en permanence. Sur le plan précis que nous avons envisagé, la transformation des relations ensei-

gnants-enseignés (qui fondent le système universitaire actuel) s'inscrit dans le projet lointain d'une université autre, et trouve dans ce cadre une première expression. A ce sujet, la bienveillance de nombreux professeurs à l'égard des groupes de travail est un signe positif. S'ils sont organisés à la base et si, dès ce moment, ils disposent d'une possibilité de travail universitaire différente de celle traditionnellement admise, les étudiants sont alors à même de confronter une expérience réalisée à celle du professeur, et cela d'égal à égal (sur le plan institutionnel où nous plaçons la relation enseignants-enseignés, et non sur le plan culturel, cela va de soi (5).)

Ainsi, la revendication lointaine, bien que fondamentale, de cogestion de l'Université, n'est-elle plus l'horizon utopique de

5. Deux précisions à propos de la relation enseignant-enseignés et des groupes de travail universitaire :

1° La mise en question du cours magistral ne doit pas être comprise comme la revendication d'une sorte de spontanéisme culturel, ni comme la préférence donnée à des séminaires d'études. Il s'agit plutôt pour le syndicalisme étudiant d'intervenir à deux niveaux : celui de la formation de l'étudiant au sein de l'Université *actuelle*, et celui de la finalité de l'enseignement — ou, plus généralement, du " modèle » culturel.

Il va de soi que l'intervention proprement syndicale ne peut s'opérer effectivement qu'au premier niveau et qu'elle n'atteint le second que médiatement. Rendre l'étudiant responsable, dans toute la mesure du possible, de sa formation (sur le plan revendicatif, par des luttes visant à accroître les possibilités de contrôle étudiant sur le régime de la Faculté et leur participation paritaire aux décisions qui concernent directement leurs études), c'est conférer à cette formation le maximum d'autonomie vis-à-vis du cours magistral dont le but serait dès lors exclusivement d'informer, c'est-à-dire d'introduire, de prolonger et d'enrichir le travail proprement dit des étudiants.

La passivité que nous avons constatée ne tient pas seulement en cela que l'étudiant doit écouter sans pouvoir intervenir, mais aussi au fait qu'il n'a ni la possibilité, ni même le besoin d'intervenir, dans la mesure où la valeur effective de sa formation est tout entière contenue dans la sanction de l'examen final.

2° Dans cette perspective, le groupe de travail est à la fois un complément à l'information donnée par le professeur, et une structure autonome. Comme complément, il doit fournir à l'étudiant la possibilité réelle de comprendre le cours (son contenu et sa signification), et donc d'intervenir efficacement vis-à-vis de celui-ci. Le groupe de travail renverse alors la situation traditionnelle de l'étudiant, en lui permettant de donner au lieu de recevoir, de participer au lieu de subir.

En tant qu'apprentissage du travail collectif autonome, le groupe de travail, même s'il ne peut changer la finalité de l'enseignement — liée au système social et économique — permet une prise de conscience des étudiants du groupe, donc une modification radicale de leur attitude vis-à-vis de l'enseignement et, en conséquence, une possibilité de se situer politiquement dans le processus de transformation de la société.

toutes les revendications partielles, ou le parachèvement d'un système déjà mis en place dans la cogestion des oeuvres, mais une plate-forme dynamique dont les fins à moyen et à long terme s'inscrivent déjà dans les revendications immédiates et dans la forme donnée à ces revendications. Un travail commun entre professeurs, assistants, étudiants au niveau le plus élémentaire (groupes de travail, confection des photocopies) crée un pôle de pouvoir parallèle dans la perspective d'une Université cogérée. Mais il serait illusoire de compter sur la transformation progressive de ces structures parallèles en réformes intégrées à l'Université et de recommencer ainsi l'erreur « gestionnaire » : il ne peut être question de faire administrer par les étudiants, de quelque façon que ce soit, l'état de choses existant (6).

6. A ce sujet, il est intéressant de relater l'expérience tentée à la Faculté des Lettres de Paris d'institution de commissions mixtes Étudiants-Professeurs. Ces commissions dont la mise en place avait été décidée, à la suite des revendications étudiantes, par l'Assemblée de Faculté du 23 mars 1963, devaient avoir pour fonction de permettre un contrôle paritaire des enseignants et des étudiants touchant certains domaines — dont les limites étaient mal précisées — de l'organisation des études. Les dangers de telles institutions sont faciles à déceler : possibilité ouverte d'aliéner les revendications étudiantes par la pratique légitimée de tables rondes, risque d'apporter une caution étudiante à un enseignement dont ils ne peuvent changer la finalité mais seulement organiser la pratique actuelle. Mais ces dangers ne semblaient pas primordiaux pour trois raisons fondamentales :

1° La parité de ces organismes limitée aux professeurs et aux étudiants n'inclut en rien l'administration de la Faculté comme partenaire possible.

2° Ces organismes devaient permettre d'avancer une conception nouvelle du rapport enseignant-enseigné, en conférant aux étudiants une participation réelle à l'organisation des études.

3° Le syndicat en tant que tel n'a pas à définir a priori les limites politiques de ses revendications. A la seule condition de maintenir une séparation rigoureuse entre l'action syndicale et le travail de ces commissions, une telle réforme structurelle introduisait un changement très important dans le statu quo universitaire actuel et possédait de ce fait une dynamique interne certaine.

De toutes façons, de tels comités, compte tenu de la condition universitaire présente, ne pouvaient avoir de véritables compétences en matière de décision, celle-ci restant tout entière conditionnée en ce qui concerne la Faculté, par le rapport des forces, donc, en dernière analyse, par le potentiel revendicatif du syndicat.

Une autre question se posait : celle des élections à ces comités, et deux conceptions s'affrontaient à ce propos. Pour la F.G.E.L., les professeurs — mais aussi les assistants et maîtres-assistants (bien que leur présence ait été refusée par la Faculté) — devaient être élus par leurs pairs ; les étudiants : élus sur liste syndicale complète, au scrutin proportionnel. Pour la Faculté : les professeurs étaient désignés en nombre variable par les directeurs d'Institut, les étudiants élus par vote panaché sur listes —

Toute revendication ne vaut qu'en exprimant dans les objectifs qu'elle s'assigne un objectif prochain et qualitativement supérieur. Autrement dit, les réformes de structures qu'il est possible d'obtenir, dans le cadre d'une faculté, aussi minimales soient-elles, sont justifiées, d'un point de vue syndical, dans la mesure où elles permettent au combat revendicatif de s'en servir, soit pour obtenir plus encore, soit pour montrer la faillite du système dans lequel elles s'ingèrent.

Prenons l'exemple d'une question-clé de la plate-forme revendicative de l'U.N.E.F. : l'allocation d'études. Le débat se situe à plusieurs niveaux. Deux essentiellement :

1. Il existe actuellement un système de bourses avec des taux dérisoires et une répartition basée sur des critères sociaux (revenu de la famille) extrêmement retardataires vis-à-vis de la hausse des prix. Par ailleurs tout le monde à l'U.N.E.F. est d'accord pour souligner le caractère profondément dégradant de cette assistance sociale particularisée

complètes ou non —, les candidatures individuelles étant d'autre part admises. Face à ce règlement qui ôtait aux commissions mixtes toute représentativité, le Conseil d'administration de la F.G.E.L. proposa un certain nombre d'amendements.

Ceux-ci furent pour l'essentiel repoussés par l'Assemblée de Faculté du 23 novembre 1963. Mais il y a plus grave. La même assemblée a *adopté à l'unanimité* le texte suivant : « Le Doyen et les Directeurs des Etudes estiment nécessaire que les réunions régulières entre représentants du corps enseignant et représentants élus des étudiants, dont l'assemblée a envisagé la création dans sa séance du 2 mars 1963, gardent strictement un caractère d'information réciproque. « Ainsi, commente M. le Doyen AYMARD (a) « Vous et vos camarades ne pouvez plus désormais conserver le plus léger doute : La Faculté n'a jamais entendu et n'entend pas créer des « commissions mixtes » (b) qui, paritaires ou non, auraient à « traiter des problèmes qui touchent à l'organisation des études » (b) ».

Ce vote, outre qu'il coupe court pratiquement à l'expérience « commissions mixtes », signifie également que des professeurs dont les sympathies syndicales envers l'U.N.E.F. sont connues, ont voté dans ce sens. Le problème ainsi posé dépasse largement le cadre d'une institution ambiguë comme les comités mixtes et pose à nouveau le débat fondamental du rapport enseignant-enseigné dont il accroît la difficulté. Ce qui n'empêche nullement les actions communes et les expériences de travail commun à la base, mais en définit singulièrement les limites. Enfin, l'échec de cette expérience rend urgente et nécessaire la lutte pour la reconnaissance de la section syndicale U.N.E.F. à la Faculté, comme seule structure représentative des intérêts étudiants.

(a) Lettre adressée au président de la F.G.E.L. par le doyen de la faculté des Lettres, le 25 novembre 1963.

(b) Les passages entre guillemets se réfèrent à la lettre du président de la F.G.E.L. au Doyen datée du 8 novembre 1963.

2. La situation actuelle de l'étudiant, le fait qu'il ne participe pas réellement à l'augmentation de la valeur de sa force de travail et ne s'intègre pas aux circuits de production, donc qu'il ne travaille pas, au sens économique du terme, interdit de concevoir un « salaire » étudiant rémunérant un travail défini (7).

D'autre part, le nombre d'étudiants faisant du travail « noir » prouve que la situation matérielle du monde étudiant pose un problème plus vaste que celui des bourses, mais prouve également que ce ne sont pas seulement des critères financiers qui déterminent le choix d'un travail « noir » par l'étudiant, mais bien souvent une volonté d'indépendance à l'égard de la famille. Indépendance sociale, indépendance culturelle et professionnelle, vont de pair. Pour cette seule raison, l'allocation d'étude généralisée serait nécessaire et amplement valable. Mais dans la démarche revendicative que nous avons adoptée, cette revendication possède une dynamique supplémentaire. Son obtention suppose en effet l'abandon des critères sociaux au profit des critères universitaires pour l'attribution et le renouvellement de l'allocation. Mais le seul critère universitaire actuellement envisageable reste la réussite aux examens. Or, les revendications actuelles sur les conditions de travail, dont le fondement théorique et la dynamique syndicale peuvent encore sembler abstraites et irréalistes à une grande masse d'étudiants, deviennent alors leurs exigences les plus immédiates : de mauvaises conditions de travail impliquent l'échec possible à l'examen, et l'échec signifie la suppression de l'allocation. D'autre part et très vite, le critère de l'examen apparaît dans sa pleine absurdité et la remise en question du contenu et de la fonction de l'enseignement supérieur est liée à la contestation de ce critère. Enfin, une allocation d'études pour tous les étudiants, jointe à une allocation familiale d'études pour le Secondaire, en

7. Cf. Antoine GRISET (alors président de la F.G.E.L.)

« Il convient si, constatant, comme le fait le mouvement depuis longtemps, le caractère périmé, profondément injuste et inefficace du système des bourses, nous réclamons une allocation d'études généralisée à tous les étudiants et fondée sur des critères strictement universitaires, non plus sur ces critères sociaux qui tendent à enfoncer encore plus solidement l'étudiant dans des structures d'assistance, si donc nous réclamons l'allocation d'études il convient de savoir ce que nous réclamons. En effet, suivant qu'on affirme ou non voir dans l'étudiant un travailleur intellectuel, l'allocation d'études sera soit un véritable salaire rémunérant une activité de travailleur, soit simplement une prestation sociale du type de l'allocation familiale ou de l'allocation chômage. »

In numéro spécial de *Combat*, réalisé pour la F.G.E.L. (mai 1963).

permettant une démonstration du recrutement universitaire, définit par ses implications la seule démocratisation véritable de l'université qui loin d'être une simple ouverture de l'enseignement supérieur aux classes défavorisées suppose un bouleversement radical de l'enseignement universitaire, annonce la cogestion de l'Université par ses usagers. Cela, ni une revendication catégorielle sur les bourses, visant à renforcer un système d'assistance périmé, ni la définition économique d'un salaire étudiant, irrecevable dans les conditions présentes, ne pouvaient permettre d'y aboutir.

Mais, encore une fois, c'est seulement à partir d'une participation réelle et structurée de l'ensemble du monde étudiant à la vie syndicale qu'une stratégie revendicative est possible. On voit précisément, à ce moment, comment structuration du milieu étudiant, syndicalisation du mouvement et plate-forme revendicative sont indissolublement liées.

Comme nous avons tenté de le montrer, cette transformation n'a été possible et n'est devenue nécessaire qu'à la suite de changements profonds intervenus au sein du monde étudiant, de l'université et des structures économiques. De même cette entreprise, schématiquement décrite, est sous-tendue en permanence par une analyse politique du régime. Celui-ci, défini comme une tentative de rationalisation technocratique du capitalisme sur la base d'une intense concentration monopolistique, implique un système de conditionnement des individus et engage pour cela un combat important sur le plan de la vie sociale et culturelle, « la répression, comme le dit justement Magri, ne s'exerce plus seulement ou surtout dans le processus d'expression des idées et d'organisation des volontés individuelles, mais dans le processus de formation de ces idées, de détermination de ces volontés (8) ».

Mais le système ne se met que lentement en place ; il reste en proie à des contradictions multiples ; le développement de la société de consommation ne se fait pas sans zone d'ombres inquiétantes. C'est donc bien une lutte à long terme qui est engagée, lutte dans laquelle les étudiants d'aujourd'hui sont largement partie prenante.

Cependant, ce n'est pas seulement pour les futurs cadres qu'ils seront, et pour lutter contre leur aliénation potentielle, qu'un syndicat étudiant est nécessaire. C'est pour les étudiants qu'ils

8. In *Temps Modernes*, op. cit.

sont et pour ceux qui vont le devenir, que le mouvement étudiant peut et doit devenir une authentique organisation syndicale.

Le syndicat étudiant se crée, rappelons-le, sur les ruines du corporatisme. Mais celui-ci, condamné dans son acception traditionnelle, réapparaît sous une forme nouvelle, empruntant au besoin une terminologie politique « de gauche » pour masquer une attitude pratique rigoureusement conservatrice. Il ne suffit pas d'analyser la faillite de la politique gestionnaire pour en provoquer la chute. Un certain nombre de cadres du mouvement étudiant, au niveau des associations générales, tout en admettant l'ensemble des critiques adressées à la ligne suivie par l'U.N.E.F., maintiennent en fait les options traditionnelles du mouvement. Ils admettent la nécessité de transformations pourvu qu'elles se limitent à l'appareil. A l'occasion même, ils sont prêts à « durcir » les positions politiques de l'organisation, à souhaiter qu'elle se joigne au combat démocratique, mais sans jamais analyser le rôle autonome et spécifique du mouvement étudiant dans un tel combat.

Face à ce néo-corporatisme, un autre danger guette le mouvement étudiant, plus aigu peut-être encore parce que plus directement lié aux structures évolutives du régime : c'est le danger moderniste. Au fond, les néo-corporatistes représentent la défense de l'Université libérale et sont donc de ce fait condamnés à plus ou moins brève échéance, alors que les modernistes se situent d'emblée dans l'Université nouvelle, au nom de l'adaptation de l'Université aux besoins économiques de la nation. Ces derniers se situent politiquement à gauche dans la mesure où ils réclament une démocratisation du régime politique (ménageant, par exemple, une participation effective des syndicats à la détermination des choix économiques nationaux), mais placent la stratégie revendicative dans une perspective volontiers intégrationniste, tout en conservant par principe l'idéalisme de la charte de Grenoble. Finalement, alors même qu'ils admettent la nécessité d'une mobilisation effective à la base — dans la mesure où il savent que l'étudiant est très sensible à la modification du système universitaire dans le sens d'une meilleure préparation professionnelle — ils privent cette mobilisation de son sens syndical, en la repliant sur elle-même.

Au contraire le syndicalisme étudiant ne peut se développer qu'au moment où il s'engage dans une critique radicale du système universitaire, en conteste les fins, au nom de fins autres, définit

— même négativement au départ — un modèle culturel totalement différent (9). Mais cette plate-forme alternative n'a de sens que si elle s'intègre à une stratégie revendicative à moyen terme, qui, au moment où elle donne le maximum de possibilité à une action autonome du milieu étudiant, montre clairement la limite de cette autonomie et du même coup celle de toute revendication étudiante fondamentale.

V

Les accords conjoncturels entre l'U.N.E.F. et les syndicats ouvriers ont concerné, pour l'essentiel, des manifestations politiques à caractère national (après les putsch d'Alger notamment), ou commémoratives (13 février 1963), des protestations contre les atteintes du pouvoir gaulliste aux libertés syndicales (comme récemment pour la défense du droit de grève). De tels accords ont été généralement fonction de l'unanimité nationale qui s'est faite sur le problème considéré. On a vu, avec l'exemple du 27 octobre, qu'ils n'étaient déjà plus possibles quand l'accord engageait trop précisément les partenaires. D'autre part, si l'on peut parler d'un accord très général sur la démocratisation de l'enseignement, il n'existe pas, à ce jour, de plate-forme intersyndicale, commune à ce sujet. Plus profondément encore, face à la relative cohésion du système capitaliste, il n'existe pas de réponse ouvrière d'ensemble

9. En fait, les taches que nous assignons au syndicalisme étudiant débordent le cadre syndical, tel qu'il a été conçu jusqu'ici, sur le terrain politique. Mais le syndicalisme étudiant n'est pas seul dans ce cas. Si l'intervention du mouvement étudiant se bornait à viser une efficacité immédiate dans le cadre universitaire actuel, les réformes qu'il arracherait pourraient rapidement se retourner contre lui, la participation aux décisions risquerait de devenir une caution du système et de ses fins.

C'est pourquoi il importe d'explicitier les critiques radicales du système que les revendications immédiates portent en elles, et de dépasser la démarche hésitante et nécessairement réformiste du syndicalisme par une analyse politique qui lui indique les fins réelles de son action.

Longtemps, l'Union des étudiants communistes, qui aurait dû, logiquement, approfondir la signification politique des luttes étudiantes et leur lien possible avec les luttes ouvrières, n'a guère dépassé les positions néo-corporatistes. Cela était dû, essentiellement, à une réflexion trop partielle de cette organisation sur les problèmes proprement étudiants. Il semble que cette orientation est désormais fortement corrigée et que l'U.E.C. soit décidée à s'implanter effectivement dans le milieu étudiant, et à orienter son travail dans le sens d'une mise en perspectives politiques des revendications syndicales.

et, en ce qui nous concerne, d'union véritable entre le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant.

Cela tient à plusieurs raisons. Tout d'abord, le mouvement ouvrier — et pour cause — perçoit mal les changements intervenus à l'université. Pour lui, les étudiants restent dans leur immense majorité les fils de la bourgeoisie, et il voit mal sur quel point une communauté de lutte est réellement possible. Ensuite, et cette considération est une conséquence de la précédente, les syndicats ouvriers admettent sans contester la représentativité politique qu'ont conférée à l'U.N.E.F. les luttes récentes menées par le mouvement étudiant, mais ne lui reconnaissent pas la qualité réelle de syndicat (les étudiants, aussi difficile soit leur vie, ne sont pas malgré tout des travailleurs). Par ailleurs, la politique incertaine de l'U.N.E.F. dans ses rapports avec les pouvoirs publics, comme dans la définition précise du rôle de l'étudiant dans la nation, est un obstacle supplémentaire à l'établissement de tels liens.

Mais, là encore, la raison fondamentale reste l'absence d'un syndicalisme étudiant véritable, introduisant dans la lutte des classes une dimension nouvelle.

Quand on analyse, en effet, la notion d'aliénation du travail étudiant ; le conditionnement économique de l'université ; sa projection concrète dans la réification des modèles culturels ; le nivellement par le bas d'une société de consommateurs ; quand on fonde toute la stratégie syndicale du mouvement étudiant sur la transformation des conditions de travail universitaire, sur la contestation radicale du régime existant, non plus dans ses méthodes, dans ses moyens et ses carences, mais dans ses fins — alors apparaît clairement à l'horizon des luttes étudiantes — le préalable politique à toute transformation qualitative.

Alors seulement, l'exigence de « démocratisation de l'enseignement » n'est plus uniquement le vague objet d'un accord de principe, mais acquiert un réel contenu de classe. Car la démocratisation de l'enseignement, ce n'est plus uniquement la possibilité pour les enfants des classes laborieuses d'accéder à l'Université, mais la participation directe des travailleurs à la création de la culture (et pas seulement à sa conservation), donc la transformation totale du contenu et des méthodes de l'enseignement supérieur, aux fins d'une formation humaine harmonieuse, se développant au sein d'une collectivité également libérée de la servitude. Dès

lors, cette démocratisation de l'enseignement suppose nécessairement un renversement des structures économiques et la prise en main par les producteurs des moyens de production.

Il peut sembler très abstrait de définir ainsi l'unité profonde des intérêts à long terme de la classe ouvrière et des étudiants, d'autant plus qu'en ce qui concerne les étudiants d'aujourd'hui, la perspective de la révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour. Mais, outre qu'il n'était pas inutile de montrer brièvement cette jonction finale, il faut bien voir qu'elle ne se révèle qu'à partir d'une analyse de la société néo-capitaliste et des capacités nouvelles du prolétariat vis-à-vis d'elle. D'une certaine façon, l'analyse que nous faisons peut être taxée d'avant-gardisme — on sourit toujours quand les étudiants parlent de révolution — mais c'est qu'effectivement les directions ouvrières sont en retard par rapport à l'évolution socio-économique. Ce retard était, il est vrai, largement imputable à la survivance en France d'importants secteurs économiques arriérés, et notamment au fait que, si la société de consommation est théoriquement à l'ordre du jour, la distribution des produits de la prospérité économique ignore encore une masse importante de travailleurs. Autrement dit, la position « d'avant-garde » prise par le mouvement étudiant est, en réalité, purement fictive. Mais ce qui reste néanmoins vrai, c'est que les tâches proprement révolutionnaires doivent s'inscrire en clair dans le programme des organisations ouvrières quand les structures capitalistes arriérées ne représentent qu'un secteur minoritaire de la vie économique.

Cela nous conduit à une deuxième Remarque : en définissant ainsi un préalable politique à la satisfaction de toute revendication fondamentale, force nous est de dire également que nous n'obtiendrons rien d'essentiel dans le cadre du régime actuel. Mais cette conclusion doit être très soigneusement étudiée, faute de quoi elle risque de conduire à une pratique totalement contradictoire. Pratique qui peut prendre deux formes :

— la première, qui correspond à la fraction « gauche » de la tendance néo-corporatiste examinée plus haut, tend, en arguant d'une telle conclusion, à montrer qu'effectivement, la satisfaction des revendications fondamentales est liée au renversement du régime, et que, pour le mouvement étudiant, il s'agit, tout en proclamant sa solidarité avec « les forces démocratiques », d'organiser au mieux l'existence des étudiants au moment présent (voca-

tion gestionnaire du syndicat, priorité des revendications sur les conditions de vie) ;

— la seconde, plus radicale cette fois, consiste à dénoncer le régime dans sa nature même, et plus particulièrement à organiser la résistance des syndicats à l'intégration dans les structures que lui propose le gaullisme. Cette fois, il ne s'agit même plus d'organiser quoi que ce soit, mais de renforcer au maximum l'appareil syndical, qui devient en fait un appareil politique, sur la base des éléments d'avant-garde les plus conscients, dans l'attente de crises économiques qui bouleverseront complètement la situation.

Autant la première conception privilégie exclusivement les relations intersyndicales au niveau des appareils, autant la seconde les exclut totalement, estimant que les directions ouvrières sont déjà intégrées — ou en voie de l'être — et que le réveil se fera, là aussi, sous la pression d'une crise générale et sous la direction de « noyaux » révolutionnaires depuis longtemps en place. Mais l'une et l'autre interdisent finalement (au nom du préalable politique qu'elles conçoivent du reste différemment) une quelconque dynamique syndicale du milieu étudiant.

Or, c'est justement au sein d'une démarche syndicale que la nature du préalable politique peut être réellement comprise : car ne rien obtenir de fondamental ne signifie pas revendiquer en pure perte. Outre les améliorations possibles, les réformes intérieures que l'on peut arracher (dans la mesure toutefois où celles-ci concernent directement l'administration de la Faculté et non le Ministère), le sens même de la lutte revendicative, dans la phase actuelle, a une importance primordiale. La combativité collective est d'autant plus grande qu'elle correspond à une prise de conscience plus approfondie du milieu. Pendant longtemps encore, l'objet essentiel de la revendication sera de capitaliser les capacités revendicatives du milieu, refusant de les épuiser dans l'espoir de satisfactions illusoire, mais dépassant également la simple agitation permanente en lui donnant une expression concrète (groupes de travail, embryon de contrôle étudiant des études). L'autre aspect de la lutte revendicative étant naturellement la prise en charge maximale du syndicat par les étudiants, apprentissage des responsabilités politiques — sans rapport avec la pseudo-formation des responsables dans les activités de gestion. C'est pourquoi, répétons-le, cette syndicalisation est un processus de longue haleine, indépendamment même de l'évolution du milieu. A la

limite, le syndicat étudiant n'existera, au sens strict du terme, que le jour où l'étudiant sera un véritable travailleur ou, si l'on veut, quand les conditions d'un véritable travail universitaire seront réunies. C'est seulement ainsi que le problème du préalable politique a une signification concrète et qu'il s'intègre directement à la dynamique même du mouvement.

Il en est de même en ce qui concerne une stratégie intersyndicale (les deux problèmes sont liés). S'il est plus que jamais nécessaire que les rapports se développent au niveau supérieur pour la définition de choix politiques aussi précis que possible, il est aujourd'hui urgent et primordial que les contacts soient pris à la base, au niveau régional et local. C'est là seulement que la discussion est réellement possible, car le travail en commun n'y est pas conditionné par les impératifs tactiques que les directions ont à connaître. Il ne s'agit plus d'aller quérir un soutien quelconque pour une revendication précise, mais bien de confronter les expériences différentes et plus encore de comprendre en commun les raisons de ces différences.

En allant plus loin même — et cela vaut au-delà des seuls syndicats, également en ce qui concerne les mouvements de jeunesse — il est, à ce niveau, possible de prendre un certain nombre d'initiatives, notamment en ce qui concerne une participation commune à la gestion d'activités socio-culturelles, domaine dans lequel il est bon que le mouvement étudiant ne soit pas seul à intervenir.

En définitive, qu'il s'agisse du seul syndicat étudiant ou du domaine des relations intersyndicales, les réalités institutionnelles ont un notable retard sur les réalités objectives. La parcellisation toujours plus grande du travail, la dévalorisation culturelle, le sabotage de la recherche, le conditionnement systématique de la vie individuelle ont tissé une solidarité de fait entre les travailleurs et les étudiants, sans que celle-ci ait encore trouvé son expression pratique et organisée. Mais il est vain de croire qu'elle se réalisera d'elle-même le jour venu, ou qu'il suffit d'accords au sommet pour la matérialiser.

Pour avancer dans cette voie, il importe que le mouvement étudiant élabore une stratégie qui désigne clairement les intérêts de classe en présence — c'est même la condition de sa syndicalisation — et que, de là, il définisse une tactique tenant compte des alliances possibles en même temps qu'elle permet la mobilisation

effective des forces dans tel but précis. Mais, prisonnier malgré tout de l'appartenance de classe originelle du milieu qu'il représente, l'effort du mouvement étudiant restera limité si le mouvement ouvrier ne reprend pas à son compte le contenu essentiel de ses revendications. Il est certain qu'au moment présent, c'est loin d'être chose faite, d'où la nécessité d'un travail permanent et patient à la base.

*

* *

Nous ne « donnons de leçons » à personne. Plus directement concernés par les réalités nouvelles du capitalisme, il était normal que le syndicalisme étudiant portât son effort et son combat sur ce terrain nouveau. Par là il ouvre la voie aux luttes de demain. Mais s'il reste seul longtemps encore dans ce chemin, il y connaîtra rapidement la défaite. Les étudiants « s'adapteront » au service des nouveaux maîtres et ce sera autant de gagné pour le régime. Mais le mouvement étudiant ne sera pas alors le seul vaincu.

Marc KRAVETZ.